

# De la schizophrénie allemande...

**B**alayons tout de suite, si c'est encore un sujet aujourd'hui, une évidence : c'est l'Allemagne, et l'Allemagne seule, qui fait la pluie et le beau temps en Europe et sur les marchés européens. Les « comploteurs » anglo-saxons dénoncés quotidiennement par les amateurs de fictions ne font que suivre la voix de l'Allemagne, comme George Soros suivait dans les années 1990 la voix de la Bundesbank. Le mot d'ordre sur les marchés, à l'époque, était : « Don't fight the Bundesbank. » Aujourd'hui, c'est : « Don't fight Germany. »

**Le petit hic, c'est que la voix** de l'Allemagne est de plus en plus difficile à décoder tant elle est discordante. D'un jour à l'autre, les déclarations sont contradictoires. C'est compréhensible quand cela vient de personnes de camps différents, du FDP, l'allié libéral-démocrate laminé dans toutes les élections

régionales et désespérément à la recherche d'un second souffle, du CDU divisé et inquiet de la popularité dévastée de la chancelière, ou du SPD qui rêve d'élections anticipées pour prendre le pouvoir.

C'est moins compréhensible quand Angela Merkel, elle-même, passe en quelques heures du rôle du « bad cop » en n'excluant pas un défaut de la Grèce à celui de passionaria de l'Europe en déclamant qu'elle rêve « d'une Grèce forte dans une Europe forte ».

L'Allemagne est à la commande. Mais les politiques allemands de tous bords sont écartelés entre une opinion publique qui ne

veut plus donner un seul euro aux pays d'Europe du Sud et leurs propres convictions proeuropéennes. Jamais le fossé n'a été aussi grand. Quand les Alle-

mands répondent non à l'aide à la Grèce par une écrasante majorité dans les sondages, les politiques allemands se mobilisent massivement pour avancer dans la « solidarité » européenne : on nous annonçait un combat féroce et un scrutin incertain, jeudi au Parlement allemand, sur l'extension du rôle du Fonds européen de stabilité financière... le Bundestag l'a adopté à 523 voix

contre 85 contre et 3 abstentions... On a connu des votes plus serrés. 80 % des Allemands sont pour moins d'Europe, 86 % des parlementaires sont pour plus

réelle de la dette grecque, soit une décote de 50 à 60 %. Le sort de la Grèce, et bien au-delà celui de l'Europe sont entre les mains de l'Allemagne, mais les dirigeants allemands ne savent pas quoi faire. Ce n'est pas une bonne nouvelle. Et personne ne peut intervenir. Le « couple » franco-allemand n'a jamais été qu'une vue de l'esprit et les pays européens extérieurs au « Front du Nord » n'ont plus droit à la parole. Angela Merkel va donc devoir continuer un numéro d'équilibrisme pour satisfaire une opinion publique, qui ne sera jamais satisfaite, et écarter le danger d'une implosion européenne, danger qui ne sera jamais écarté.

## Chronique



Par **MARC FIORENTINO**  
Monfinancier.com

mands répondent non à l'aide à la Grèce par une écrasante majorité dans les sondages, les politiques allemands se mobilisent massivement pour avancer dans la « solidarité » européenne : on nous annonçait un combat féroce et un scrutin incertain, jeudi au Parlement allemand, sur l'extension du rôle du Fonds européen de stabilité financière... le Bundestag l'a adopté à 523 voix

d'Europe... Difficile de parler de représentation nationale.

Mais ce vote n'est qu'une étape. Et la cacophonie, à peine le résultat du scrutin connu, annoncée. Entre ceux qui défendent le deuxième package d'aide à la Grèce qui se solde de facto par une dépréciation des emprunts grecs de seulement 21 % et ceux qui veulent que les créanciers privés reconnaissent la valeur

**La conclusion est simple :** les marchés vont continuer à être bipolaires, enchaînant des périodes de dépression longue et profonde et des périodes d'euphorie spectaculaire mais très courte. Quand l'Allemagne est schizophrène, les marchés sont maniaco-dépressifs...

80 % des Allemands sont pour moins d'Europe, 86 % des parlementaires sont pour plus d'Europe...

# L'écologisme, coresponsable de la crise économique ?

**L**a dernière livraison de l'excellente revue « Commentaire » présente une série de livres propos anticipant sur les résultats des élections de 2012... au cas où « la droite » l'emporterait. J'ai particulièrement retenu la « Lettre d'un Persan » du 18 juin 2012, dans laquelle Bruno Durieux ironise : « Or, mon cher Rhedhi, comment ce peuple si vif et ses dirigeants si expérimentés ne voient-ils pas que leur pays souffre... de maux qui paralysent depuis des lunes l'action publique et l'action privée ? L'écologisme est élevé ici au rang de religion d'État. La droite se montre plus dévote que la gauche quand celle-ci jouit du soutien massif de son clergé ! Le résultat de ces assauts de bigoterie environnementale est d'un coût collectif considérable mais caché. Des normes innombrables et coûteuses, des règles paralysantes, un état d'esprit recroquevillé affectent le dynamisme économique, l'esprit d'entreprise, les équipements collectifs et la confiance dans l'avenir. »

En effet, le tropisme de la « droite » pour l'écologisme militant est aussi surprenant que remarquable. On en veut pour preuve les hommages officiels et appuyés aux films larmoyants sinon ridicules des frères ennemis Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot, la signature humiliante par le candidat Sarkozy de 2007 du « Pacte écologique » de Nicolas Hulot, la constitu-

tionnalisation du « principe de précaution » ou l'organisation du « Grenelle de l'environnement », porteur de promesses impossibles et d'amertume. Les exemples de réglementations, rarement efficaces mais toujours coûteuses, dont la droite est responsable ou complice, sont multiples. En voici quelques-unes. On peut citer le rationnement et la pénurie organisée des terrains constructibles, le remplacement des canalisations en plomb y compris dans les régions calcaires ou la protection d'espèces nuisibles, tels le cormoran, le loup, le renard, la martre...

**Cette « folie réglementaire »**, selon l'heureuse expression du sociologue Michel Crozier, a plusieurs causes. L'environnement constitue le domaine idéal

pour la multiplication des règlements. Tout comme la santé, l'environnement, devenu un impératif moral sinon religieux, « n'a pas de prix ». Le pouvoir politique, qui trop souvent échange des avantages contre des votes, voit ses marges d'action contraintes par l'impossibilité de dépasser la limite des prélèvements obligatoires et le recours à l'emprunt : la multiplication des réglementations permet ainsi de poursuivre à bon compte les avantages du « marché politique ». Les administrations trouvent dans l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle des réglementations une justification à leur croissance et à leur pouvoir. Enfin, les responsables économiques, à savoir les très grandes entreprises, ont compris depuis longtemps que les réglementations, sous réserve d'en contrôler le contenu, étaient le meilleur moyen de limiter la concurrence et de s'assurer un monopole de fait.

Aussi utiles qu'elles puissent être... ou simplement paraître, ces réglementations ont toujours un coût mais, à la différence d'autres politiques telles que les subventions, la fiscalité ou l'embauche de fonctionnaires, elles échappent à tout contrôle budgétaire.

**Outre leurs coûts**, ces réglementations compliquent la vie des citoyens, limitent leur liberté, bloquent l'innovation et entraînent une multiplication des contrôles et de la paperasserie



« Le résultat de ces assauts de bigoterie environnementale est d'un coût collectif considérable mais caché. » Lettre d'un Persan en date du 18 juin... 2012.

Nicolas Hulot et Yann Arthus Bertrand.

tant il est vrai que « le naturel du pouvoir absolu, dans les siècles démocratiques, n'est ni cruel ni sauvage, mais il est minutieux et tracassier », selon les termes d'Alexis de Tocqueville. Frédéric Bastiat rappelle que, « dans la sphère économique, un acte, une habitude, une institution, une loi n'engendrent pas seulement un effet, mais une série d'effets. De ces effets, le premier, seul, est immédiat ; il se manifeste simultanément avec sa cause, on le voit. Les autres ne se déroulent que successivement, on ne les voit pas ; heureux si on les prévoit ».

L'environnementalisme (dont les fameux « emplois verts ») n'est pas la solution mais bien au contraire participe à l'aggravation des déficits publics et privés.

La « droite » serait bien inspirée de cesser sa surenchère auprès d'un électoralat qui ne votera jamais pour elle et de proposer une politique environnementale fondée sur les droits de propriété et les instruments économiques moins coûteux, plus efficaces et respectueux de la liberté. C'est d'ailleurs la conclusion de la lettre de notre Persan qui conseille au nouveau pouvoir de « lancer une nouvelle politique de l'environnement, positive, constructive, confiante dans le progrès, une politique qui sauve la planète par la connaissance plutôt que par l'ignorance ou le fantasmatique ».

(\*) International Center for Research on Environmental Issues. [www.icrei.org](http://www.icrei.org)

## Point de vue



Par **MAX FALQUE**  
Délégué général de l'ICREI (\*)